

LA CRISE DU SOCIALISME...

Il y a quelque temps, notre ami Domela Nieuwenhuis publiait, dans la *Société nouvelle* de Bruxelles (mars 1891 et mai 1894), deux études remarquables sur la démocratie socialiste allemande: *Les divers courants de la démocratie socialiste allemande* et *Le socialisme en danger*, et il fait suivre aujourd'hui ces deux études par une troisième: *Socialisme libertaire et socialisme autoritaire* publiée dans les numéros de septembre et d'octobre de la même revue.

Dans ces articles, basés entièrement sur ce qui se dit et se publie par les chefs eux-mêmes du parti, et entièrement dénués de l'élément de polémique, Nieuwenhuis démontre comme quoi le parti, de par son essence même, est forcément amené à s'embourgeoiser, à abandonner son programme socialiste et à devenir de plus en plus le porte-parole non pas des prolétaires, mais de la petite bourgeoisie radicale. Jadis, quand les anarchistes disaient cela à leurs amis social-démocrates, ils étaient traités de calomnieurs. Aujourd'hui, cela s'avoue dans l'organe officiel du parti, par un des chefs les plus estimés, Bebel.

Dans ces articles, Nieuwenhuis démontre clairement que - pour employer les paroles de Bebel - «cet embourgeoisement et cette débilitation (*Verwässerung*) du parti» résultent nécessairement de diverses causes: les principes mêmes, énoncés dans leur programme d'Erfurt; l'organisation autoritaire et les principes autoritaires, et, enfin, la base économique de la vie du parti - les émoluments des rédacteurs et des agitateurs, et le «*petit commerce socialiste*», pratiqué sur une large échelle, qui augmente bien les nombres, mais finit par faire dominer les petits bourgeois.

Il s'ensuit que lorsque Vollmar, le chef de la «*droite*» du parti, en arrive à verser en plein dans le bourgeoisisme et va jusqu'à voter au Parlement bavarois le budget du gouvernement, et qu'une fraction importante de la démocratie, avec Bebel en tête, veut lui infliger pour cela un blâme, le Congrès passe là-dessus une éponge en disant que cette conduite est absolument conforme aux principes énoncés à Erfurt, lors de la constitution du parti; qu'elle est conforme en tout point à toute la pratique parlementaire précédente.

Autrement dit: l'embourgeoisement était prévu; il était voulu par l'énoncé même des principes. Les «*considéran*ts» rigoristes ne devaient être qu'un idéal lointain, un décor.

Ajoutons-y l'absence absolue de l'esprit critique, peur de nuire à l'unité du parti, toute critique est éludée d'avance. Quiconque ose critiquer, soit les principes ou les idées théoriques en vogue, soit la tactique, soit les actes d'un des «*hommes de confiance*» qui constituent ce que l'on appelle «*la dictature future du prolétariat*», est aussitôt mis en pièces, jeté en proie aux journalistes et orateurs dont les capacités et l'avancement en grade se mesurent très souvent (selon la juste remarque de Richard Calwer) à leur «*langue venimeuse*» (on ne discute pas: on prône ou on insulte, c'est encore un des traits distinctifs du parti). Aussi, tandis que les idées économiques gagnent en profondeur, même dans la science bourgeoise, sous le fouet de la critique socialiste, et que de nouvelles questions et de nouveaux aperçus surgissent - comme il arrive toujours à la science au cachet officiel, la science du parti s'est, immobilisée. Elle s'est arrêtée au «*Manifeste communiste*», qui date d'il y a cinquante ans et au «*Capital*» de Marx, qui, quoi qu'on en dise, a déjà fait son temps.

Qu'il y ait des dissensions dans le parti démocrate socialiste allemand ou qu'il n'y en ait pas, qu'il y ait des divisions avec éclat ou non, cela ne nous intéresse guère. Le parti socialiste gouvernemental est déjà divisé en tant de fractions ennemies en France et en Angleterre, qu'une division de plus ou de moins n'y changerait rien. La démocratie socialiste allemande est aussi divisée - on le sait parfaitement: il y a les fractions Vollmar, Bebel, Liebknecht et d'autres encore. L'unité extérieure est seule maintenue - surtout par les persécutions toujours renouvelées - et si cette unité de montre disparaissait aussi, il n'y aurait presque rien de changé.

L'essentiel pour nous est ceci. Il y a, à n'en pas douter, un temps d'arrêt dans le développement du socialisme. Le temps est arrivé où les travailleurs socialistes, après s'être aveuglément rangés sous tel ou tel

drapeau, se posent la question sur l'essence même du socialisme. Et, cette question une fois posée, force sera de la traiter, d'élucider les idées, de préciser. Et nous sommes persuadés, qu'à moins que les événements politiques ne nous précipitent tous à courte échéance dans la fournaise ardente des guerres et des révolutions, - et c'est fort possible - le socialisme gouvernemental, pris dans tout son ensemble de partis et de fractions divers, sera forcé de changer entièrement de peau.

Nous voyons venir ce renouveau, et nous le saluons avec joie. Nous voyons percer chaque jour, trahi par mille indices variés, le besoin de réviser du tout au tout les principes fondamentaux du socialisme gouvernemental. Et nous sommes persuadés, d'après les mille petits faits que nous remarquons dans le mouvement, d'après le changement même de langage et les idées nouvelles qui percent dans les discours et les écrits socialistes, que ce besoin se fait sentir de plus en plus. Il cherche seulement sa formule constructive pour s'affirmer au grand jour.

Ainsi, croit-on - les travailleurs croient-ils - à cette «*dictature révolutionnaire du prolétariat*» qui a inspiré jadis tant de milliers et de milliers de travailleurs? Formule vague, qui fait le fond du «*Manifeste communiste*», que l'on avait acceptée dans son vague poétique sans l'approfondir, et que l'on a vue depuis lors se traduire en Allemagne par la dictature des «*hommes de confiance*», en France par le blanquisme - le gouvernement, en un mot, par la société secrète? Est-ce qu'on y croit maintenant? Incapable de mener à bon port un parti seulement, ce mensonge de dictature du prolétariat est-il capable aujourd'hui d'inspirer les masses? - Non, certainement non!

Croit-on encore, en Allemagne même, au parlement populaire, - au *Volkstaat* ou État populaire, - représenté par un parlement d'élus qui se saisissent de tout: terres, mines, usines, chemins de fer laissant les maisons habitées et les magasins aux particuliers, selon la formule, ou bien s'en emparant aussi) et réglant de Berlin les lois et coutumes de la possession de la terre, la prise de possession des usines, leur approvisionnement de matières premières et leur fonctionnement, le roulement des marchandises, l'exportation et le commerce lointain, lançant des «*armées de travailleurs agricoles*» pour raser les haies et faire marcher sur les ordres de Berlin la machine à vapeur... etc..., etc...? Y croit-on, comme Marx et Engels l'avaient cru en 1846, et comme on l'a cru en Allemagne après les succès des armées de Moltke, alors que l'on ne savait de la guerre que ce que les bulletins menteurs en avaient dit?

Non, on n'y croit plus, pas même en Allemagne. Certainement pas dans la fraction Vollmar, pas parmi ceux qui ont parlé aux paysans et qui se sont bien gardés de leur faire miroiter l'idéal jadis prôné par les communistes autoritaires. Et on n'y croit certainement pas à Berlin non plus, où l'on a vu de près ce qu'est un parlement, ce qu'il doit, être de par son essence, ce qu'il pourra être encore lors d'une révolution. Quant à la France et à l'Angleterre, on n'y croit même pas trop au socialisme municipal. Et à Paris, on se méfie même du socialisme d'une *Commune révolutionnaire*.

Et dans l'idéal constructif économique, il s'est opéré aussi dans les esprits, depuis vingt ans, une révolution presque aussi profonde.

Il y a vingt ans, ne comprenant pas trop la terminologie de Marx, on pouvait encore parler naïvement de la grande découverte de la plus-value et se faire applaudir en disant: «*La plus-value au travailleur!*». Mais aujourd'hui celui qui hasarde cette tirade est bientôt engagé à se souvenir que plus-value veut dire l'exploitation de quelqu'un par un autre; que le travailleur n'en veut pas, et que la question est, de savoir «*comment faire pour que tout se produise en telles quantités que chacun ait le nécessaire à discrétion et le luxe à satisfaction - ce qui est luxe aujourd'hui devenant le nécessaire demain!*».

Et enfin, en Allemagne même, la croyance en l'État populaire et socialiste est fortement ébranlée. Non seulement on en perçoit l'impossibilité, mais on commence à comprendre que puisqu'on était parti de l'idée de la «*conquête des pouvoirs*» dans l'État actuel, on devait forcément arriver à travailler au maintien de l'État en général, - c'est-à-dire au maintien de la phase de civilisation qui, dans toute l'histoire (l'empire d'Alexandre, l'Empire romain et les empires modernes), a correspondu à la destruction de toutes les libertés, à l'asservissement du producteur, à la formation des monopoles terriens et industriels - phase qui mène fatalement, soit au césarisme, soit à la destruction de fond en comble de l'État par la révolution sociale. Et que, dans les conditions actuelles, la chasse aux pouvoirs doit mener, et a mené à l'abandon du socialisme, à un accommodement quelconque avec l'exploitation industrielle, et la servitude politique et militaire.

Eh bien, ces idées, disons-nous, ont pénétré les masses. Et c'est pourquoi, au sein du grand parti socialiste gouvernemental, il ne s'agit plus d'une simple division en plus.

Une révision complète des principes fondamentaux s'impose. Le socialisme, tel qu'il a été propagé jusqu'à nos jours, doit entièrement changer de plan, sous peine de disparaître.

Il doit redevenir communiste. Et puisque, en devenant communiste, il ne pourrait plus rester autoritaire sans tomber dans l'absurde, il doit devenir anarchiste.

Pierre KROPOTKINE.
